

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/201669]

19 NOVEMBER 2020. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 08 van organisatieafdeling 10 en programma 32 van organisatieafdeling 13 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden, artikel 26;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het decreet van 14 oktober 2020 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020, in het bijzonder artikel 17;

Gelet op de instemming van de Waalse Regering, gegeven op 29 oktober 2020;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 oktober 2020,

Overwegende dat vastleggings- en vereffeningskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 65.01 van programma 32 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020, om het tekort aan kredieten op te vullen;

Overwegende dat er in een nieuwe basisallocatie 65.02 moet worden voorzien op programma 32 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020, met als titel "Toelagen in het kader van het programma "Digitale School" (Investerings) - Entiteiten verbonden met de Duitstalige gemeenschap" en er vastleggings- en vereffeningskredieten over te dragen om het tekort aan kredieten op te vullen,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 2.428 duizend EUR en vereffeningskredieten ten belope van 2.428 duizend EUR overgedragen van programma 08 van organisatieafdeling 10 naar programma 32 van organisatieafdeling 18.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 08 van organisatieafdeling 10 en van programma 32 van organisatieafdeling 18 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend EUR)

Basisallocatie	Initieel krediet Na 1e aanpassing		Overdracht		Aangepast krediet	
	VAK	VEK	VAK	VEK	VAK	VEK
OA 10 - 01.05.08	60 000	60 000	- 2 428	- 2 428	57 572	57 572
OA 18 - 65.01.32	840	279	+ 2 403	+ 2 403	3 243	2 682
OA 18 - 65.02.32	0	0	+ 25	+ 25	25	25

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Art. 4. De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 november 2020.

W. BORSUS
J.-L. CRUCKE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2021/30486]

4 MARS 2021. — Décret portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris en exécution du décret du 23 mars 2020 accordant des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la pandémie de COVID-19

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de décret a pour objet de confirmer les textes adoptés par le Collège de la Commission communautaire française dans le cadre des pouvoirs spéciaux qui lui ont été confiés en vertu du décret du 23 mars 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la crise sanitaire du covid-19 et ce, conformément à l'article 4 de celle-ci. En effet, ledit article dispose que les arrêtés visés aux articles 2 et 3 du Décret octroyant les pouvoirs spéciaux doivent faire l'objet d'une confirmation dans un délai de six mois prenant cours à la fin de la période des pouvoirs spéciaux, sachant que ceux-ci ont pris fin le 24 juin 2020.

La loi [le décret] de confirmation d'un arrêté de pouvoirs spéciaux a pour effet la transformation en loi [décret] à partir de sa date d'entrée en vigueur (Cass., 28 février 1986, Pas. 1986, p.813.). Ainsi, par sa confirmation, l'arrêté de pouvoirs spéciaux devient lui-même norme législative dès la date de son entrée en vigueur (C. Arb.[Cour constitutionnelle], 17 mars 1999, n°36/99, B.2.)

Toutefois, une disposition est insérée dans le présent projet de Décret afin de prévoir expressément que le Collège sera autorisé à modifier ultérieurement les arrêtés de pouvoirs spéciaux ayant valeur d'arrêté et ce uniquement pour ceux ayant un fondement juridique matériel préexistant. En effet, par l'utilisation des pouvoirs spéciaux, le Collège a parfois adopté ou modifié des textes ayant valeur d'arrêté. Par conséquent, si une confirmation pure et simple du Parlement intervient pour tous les textes adoptés par le Collège sous le couvert des pouvoirs spéciaux, ceux-ci (donc même les arrêtés classiques) deviennent automatiquement des normes législatives et ce, dès la date de leur entrée en vigueur.

La conséquence est qu'il est alors nécessaire d'adopter formellement un décret pour pouvoir les modifier ultérieurement.

L'insertion de cette disposition dans le présent décret de confirmation s'inscrit dans le cadre d'une recommandation de prudence émanant de la Section de Législation du Conseil d'Etat (à ce propos, voir notamment l'avis C.E. 61.069/1 du 13 avril 2017 sur un avant-projet devenu le décret du 16 juin 2017 'betreffende het onderwijs XXVII', n° 7.1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61069>). En effet, il serait difficilement compréhensible que l'intervention ultérieure du Collège soit rendue plus compliquée alors que les effets de la crise sanitaire n'ont pas disparu. Sans l'insertion de cette disposition dans le présent projet de décret, alors que le Collège serait compétent en temps normal pour prendre certaines dispositions, il serait alors nécessaire d'adopter formellement un décret pour modifier ultérieurement pareilles dispositions ayant fait l'objet d'une confirmation.

Par conséquent, le présent projet de décret a pour vocation de confirmer également des arrêtés « classiques » du Collège, mais pour lesquels du fait de la possibilité offerte par l'article 2§ 4, certaines formalités préalables n'auraient peut-être pas été accomplies.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Ne nécessite pas de commentaire.

Articles 2

Ces articles procèdent à la confirmation des différents arrêtés de pouvoirs spéciaux adoptés en vertu du décret du 23 mars 2020.

Article 3

Suite à la confirmation du législateur, toutes les dispositions fixées ou modifiées par un arrêté de pouvoirs spéciaux acquièrent force de loi. Par la suite, elles ne peuvent donc plus être modifiées que par un décret formel. La disposition visée au présent article constitue uniquement une autorisation formelle conférée au Collège en vue de modifier de nouveau les dispositions concernées et ce, sans qu'il soit dispensé à cet égard de l'exigence d'un fondement juridique matériel préexistant à cet effet et du respect des formalités préalables. Cependant, la présente disposition ne peut être considérée comme une habilitation illimitée permettant au Collège d'apporter n'importe quelle modification.

4 MARS 2021. — Décret portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris en exécution du décret du 23 mars 2020 accordant des pouvoirs spéciaux au Collège de la Commission communautaire française dans le cadre de la pandémie de COVID-19

Le Collège de la Commission communautaire française,

Sur la proposition de la Présidente du Collège,

Après délibération,

Arrête :

La Présidente du Collège est chargée de présenter à l'Assemblée de la Commission communautaire française le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Sont confirmés :

1. l'arrêté 2020/546 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux du 16 avril 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Commission française en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

2. l'arrêté 2020/847 du Collège de la Commission communautaire française du 14 mai 2020 prolongeant les délais prévus à l'article 2 de l'arrêté 2020/546 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux du 16 avril 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation de la Commission communautaire française ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Commission française en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

3. l'arrêté 2020/547 du Collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°1 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget général décentral des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 ;

4. l'arrêté 2020/548 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°2 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget décentral des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 ;

5. l'arrêté 2020/549 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°3 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget général réglementaire des dépenses de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 ;

6. l'arrêté 2020/550 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°4 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget réglementaire des voies et moyens de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020

7. l'arrêté 2020/765 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°6 du 20 mai 2020 portant des mesures exceptionnelles en matière d'évaluation continue et d'examens dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises pour l'année académique 2019-2020 suite à la crise du coronavirus ;

8. l'arrêté 2020/1019 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°7 du 11 juin 2020 modifiant l'arrêté 2020/547 du Collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°1 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget général décentral des dépenses de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 ;

9. l'arrêté 2020/1018 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°8 du 11 juin 2020 modifiant l'arrêté 2020/548 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°2 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget décentral des voies et moyens de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 ;

10. l'arrêté 2020/1017 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°9 du 11 juin 2020 modifiant l'arrêté 2020/549 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°3 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget général réglementaire des dépenses de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020 ;

11. l'arrêté 2020/1016 du Collège de la Commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°10 du 11 juin 2020 modifiant l'arrêté 2020/550 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°4 du 2 avril 2020 relatif à l'ajustement du budget réglementaire des voies et moyens de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020.

12. l'arrêté 2020/1101 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°12 modifiant l'arrêté 2020/547 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°1 relatif à l'ajustement du budget général décentral des dépenses de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020;

13. l'arrêté 2020/1102 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°13 modifiant l'arrêté 2020/548 du collège de la commission communautaire française de pouvoirs spéciaux n°2 relatif à l'ajustement du budget décentral des voies et moyens de la commission communautaire française pour l'année budgétaire 2020.

Art. 3. Les dispositions des arrêtés du Gouvernement confirmés par le présent décret peuvent être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement dans la mesure où un fondement juridique existe à cet effet.

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le 20 décembre 2020.

Fait à Bruxelles, le 4 mars 2021.

Pour le Collège :

B. TRACHTE,
Présidente du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2021/30486]

4 MAART 2021. — Decreet houdende bekrachtiging van de bijzonderemachtenbesluiten genomen in uitvoering van het decreet van 23 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de COVID-19-pandemie

MEMORIE VAN TOELICHTING

Dit ontwerp van decreet beoogt de bekrachtiging van de teksten die door het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn aangenomen in het kader van de bijzondere machten die hem werden toevertrouwd krachtens het decreet van 23 maart 2020 om bijzondere machten toe te kennen aan het College van de Franse gemeenschapscommissie in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, overeenkomstig artikel 4 ervan. Dat artikel bepaalt immers dat de besluiten bedoeld in de artikelen 2 en 3 van het Decreet die de bijzondere machten toekennen, bekrachtigd dienen te worden binnen een termijn van zes maanden na de beëindiging van de periode van de bijzondere machten, met dien verstande dat deze is geëindigd op 24 juni 2020.

De wet [het decreet] tot bekrachtiging van een bijzonderemachtenbesluit geeft dat besluit vanaf de datum van de inwerkingtreding ervan kracht van wet (Cass., 28 februari 1986, Pas. 1986, blz. 813.). Zo wordt het bijzonderemachtenbesluit door de bekrachtiging zelf wettelijke norm vanaf de datum van de inwerkingtreding (Arbitragehof [Grondwettelijk Hof], 17 maart 1999, nr. 36/99, B.2.).

In dit ontwerp van decreet is evenwel een bepaling opgenomen om uitdrukkelijk te bepalen dat het College gemachtigd zal zijn om de bijzonderemachtenbesluiten met kracht van besluit later te wijzigen, dit uitsluitend wanneer een voorafgaande rechtsgrond aanwezig is. Door gebruik te maken van de bijzondere machten heeft het College immers soms teksten met kracht van besluit aangenomen of gewijzigd. Bijgevolg, als het Parlement eenvoudigweg alle teksten die het College in het raam van zijn bijzondere machten heeft goedgekeurd, bekrachtigt, dan worden die teksten (dus zelfs de klassieke besluiten) vanaf de datum van hun inwerkingtreding automatisch wettelijke normen.

Het gevolg daarvan is dat een formeel goedgekeurd decreet nodig is om ze later te kunnen wijzigen.

De invoeging van deze bepaling in het huidige bekrachtigingsdecreet sluit aan op een aanbeveling tot voorzichtigheid van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State (zie over dit onderwerp met name het advies van de RvS 61.069/1 van 13 april 2017 bij een voorontwerp, later decreet van 16 juni 2017 'betreffende het onderwijs XXVII', nr. 7.1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61069>). Het zou immers moeilijk te vatten zijn dat het optreden achteraf van het College ingewikkelder gemaakt zou worden terwijl de effecten van de gezondheids crisis voortduren. Indien deze bepaling niet in dit ontwerp van decreet opgenomen wordt, zou het College weliswaar normaliter bevoegd zijn om bepaalde maatregelen te nemen, doch zou het dan noodzakelijk zijn om formeel een decreet aan te nemen om nadien de bekrachtigde bepalingen te wijzigen.

Voorliggend ontwerp van decreet is bijgevolg ook bedoeld om "klassieke" besluiten van het College waarvoor - ingevolge de door § 4 artikel 2 geboden mogelijkheid - bepaalde voorafgaande formaliteiten misschien niet vervuld waren, te bekrachtigen.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELN

Artikel 1

Vergt geen commentaar.

Artikel 2

Deze artikelen bekrachtigen de verschillende bijzonderemachtenbesluiten die zijn aangenomen krachtens het decreet van 23 maart 2020.

Artikel 3

Na bekrachtiging door de wetgever krijgen alle bepalingen die bij een bijzonderemachtenbesluit worden vastgesteld of gewijzigd, kracht van wet. Ze kunnen bijgevolg niet langer gewijzigd worden door een formeel decreet. De in dit artikel bedoelde bepaling vormt slechts een formele machtiging die aan het College wordt verleend om de betrokken bepalingen opnieuw te wijzigen, zonder dat dit het College ontslaat van de vereiste dat daartoe een voorafgaande materiële rechtsgrond voorhanden moet zijn en dat de voorafgaande formaliteiten in acht moeten worden genomen. Deze bepaling kan echter niet worden beschouwd als een onbeperkte machtiging die het College toelaat eender welke wijziging door te voeren.

4 MAART 2021. — Decreet houdende bekrachtiging van de bijzonderemachtenbesluiten genomen in uitvoering van het decreet van maandag 23 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van de COVID-19-pandemie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Op voordracht van de voorzitter van het College,

Na beraadslaging,

Besluit :

De voorzitter van het College wordt ermee belast aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie het ontwerp van decreet voor te leggen waarvan de inhoud volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

Art. 2. Worden bekrachtigd:

1. het bijzonderemachtenbesluit 2020/546 van 16 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de tijdelijke opschorting van de vervul- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de wetgeving en reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan ingevoerd zijn, alsook de termijnen die vastgelegd zijn in de wetten en koninklijke besluiten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallen krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2. het besluit 2020/847 van 14 mei 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende verlenging van de termijnen bepaald in artikel 2 van het bijzonderemachtenbesluit nr. 2020/546 van 16 april 2020 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de tijdelijke opschorting van de verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de wetgeving en reglementering van de Franse Gemeenschapscommissie of die op grond daarvan zijn ingevoerd, alsook de termijnen die vastgelegd zijn in de wetten en koninklijke besluiten die onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie vallen krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3. het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 nr.1 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

4. het bijzonderemachtenbesluit 2020/548 nr. 2 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

5. het bijzonderemachtenbesluit 2020/549 nr. 3 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de reglementaire algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

6. het bijzonderemachtenbesluit 2020/550 nr. 4 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de reglementaire middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

7. het bijzonderemachtenbesluit 2020/765 nr. 6 van 20 mei 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitzonderlijke maatregelen inzake de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen naar aanleiding van de coronacrisis;

8. het bijzonderemachtenbesluit 2020/1019 nr. 7 van 11 juni 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 nr. 1 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

9. Het bijzonderemachtenbesluit 2020/1018 nr. 8 van 11 juni 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het bijzonderemachtenbesluit 2020/548 nr. 2 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale middelenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

10. het bijzonderemachtenbesluit 2020/1017 nr. 9 van 11 juni 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het bijzonderemachtenbesluit 2020/549 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de reglementaire algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

11. het bijzonderemachtenbesluit 2020/1016 nr. 10 van 11 juni 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het bijzonderemachtenbesluit 2020/550 nr. 4 van 2 april 2020 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de reglementaire algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

12. het bijzonderemachtenbesluit 2020/1101 nr. 12 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het bijzonderemachtenbesluit 2020/547 nr. 1 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020;

13. het bijzonderemachtenbesluit 2020/1102 nr. 13 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het bijzonderemachtenbesluit 2020/548 nr. 2 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de aanpassing van de decretale algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 2020.

Art. 3. De door dit decreet bekrachtigde bepalingen van de regeringsbesluiten kunnen door de regering worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen, althans in zoverre daarvoor ook een materiële rechtsgrond voorhanden is.

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 20 december 2020.

Gedaan te Brussel, op 4 maart 2021.

Voor het College :

B. TRACHTE,
Voorzitster van het College